

## Document

### La City de Londres, capitale de la mafia planétaire !

(par Pierre Hillard)

**27.05.2013**

Depuis 2007, la crise ne fait que s'accroître. La récession s'impose et les États étouffent sous le poids de l'endettement. Cependant, il existe un monde parallèle qui agit comme une sève pour irriguer la gouvernance mondiale en formation : les paradis fiscaux. Ils sont définis par le journaliste économique Nicholas Shaxson comme un « *lieu qui se propose d'attirer des activités économiques en offrant à des particuliers ou à des entités un cadre politiquement stable permettant de contourner les règles, les lois et les réglementations édictées dans les autres pays* ». Appelés aussi « *juridictions du secret* », ces paradis fiscaux s'emploient à manipuler les mouvements d'argent internationaux.

On dénombre environ une soixantaine de ces « *juridictions du secret* » au cœur de la globalisation, qui se subdivisent en trois groupes :

- 1) Les paradis fiscaux européens comme le Luxembourg, le Liechtenstein ou Monaco ;
- 2) Les États-Unis, ses États fédérés (en particulier le Delaware) et les dépendances sous influence américaine (les îles Vierges, Panama, ...) ;
- 3) la City de Londres organisée en 3 cercles concentriques : les dépendances de la Couronne (Jersey, Guernesey et l'île de Man), les quatorze territoires britanniques d'outre-mer (les îles Caïmans, les Bermudes, Gibraltar...) et des États entretenant des relations étroites avec l'ancien colonisateur : Hong Kong, Singapour, Dubaï...). Ces centres *offshore* combinent le secret bancaire et la non-imposition.

La capitale britannique est constituée de deux villes. La première est un vaste centre urbain de plusieurs millions d'habitants dirigé par un maire disposant de peu de pouvoirs. La deuxième est un espace de 3,16 km<sup>2</sup>, appelé « *City of London Corporation* » ou « *Square Mile* », subdivisé en 25 quartiers appelés « *wards* » dont seuls quatre sont réellement habités, tandis que les autres regroupent les bureaux. Dirigée par un Lord-maire, véritable ambassadeur de tous les services financiers, la City est dotée d'un gouvernement (le « *Guildhall* »). Outre les 9.000 résidents de la City à voter, les représentants d'entreprises (23.000 personnes) ont aussi le droit de vote. Ainsi, Goldman Sachs, la banque Narodny de Moscou ou encore la *Bank of China* participent à la vie « *démocratique* » de la City. Ajoutons que des citoyens d'honneur anglais et étrangers appartiennent à ce corps électoral très particulier. Nous pouvons relever les noms de George Bush, Jr. et de Vladimir Poutine. La famille mondialiste est très variée.

La City est un véritable État dans l'État disposant d'un pouvoir total sans avoir de compte à rendre au Parlement de Westminster. Cette politique est rendue possible entre autres grâce au rôle du *remembrancer* (« *remémorateur* »), véritable lobbyiste et non-élu, qui est un relais entre la City de Londres et le Parlement anglais. Il est chargé de vérifier que les représentants du gouvernement ainsi que les différents ministères n'élaborent pas de mesures pouvant contrer la toute-puissance et l'indépendance de la City. Il est vrai que celle-ci concentre des intérêts jalousement gardés. Sur ce petit territoire, on trouve près de 550 banques, la moitié des assureurs de la planète — plus que ceux

de New York, Paris et Francfort réunis — un volume d'affaires journalier cinq fois supérieur au PNB anglais, la moitié des entrées en bourse dans le monde et près de 80 % des *hedge funds* (fonds spéculatifs) européens. Comme l'a résumé joliment le député anglais Tony Benn, la City « *est une île offshore amarrée sur la Tamise* ».

Sachant que la quasi-totalité des investissements internationaux se fait via les centres *offshore*, en profitant au passage d'avantages fiscaux et de contraintes juridiques bien allégées, les multinationales s'en donnent à cœur joie. Pareille à une araignée au milieu de sa toile, la City de Londres régenté tous ces flux financiers. La dérégulation des marchés qui s'est accélérée à partir des années 1980 a conduit à des volumes financiers colossaux transitant dans les paradis fiscaux. Selon l'économiste John Christensen, ils sont évalués à plus de 20.000 milliards de dollars (3). Une telle situation montre clairement que les politiques n'ont plus le pouvoir et que la finance a en main des atouts majeurs pour imposer un monde se rapprochant de l'idéal orwellien.